

« L'Anarchiste  
est la plus haute  
expression de l'ordre »  
(Elisée Reclus.)

## LA DETRESSE DU MONDE

Le collaborateur du Monde, René Dabernah, nous fait connaître la situation économique moyenne des habitants de la Hollande. Importateurs d'œufs, de beurre, de fromage, de volailles des Pays-Bas, nous croyons qu'on y jouit d'un standard de vie enviable. Nous oublions que nous aussi exportons des produits dont nous avons besoin pour, dans l'économie mercantile et échangiste actuelle, obtenir des devises, instruments d'achats d'autres produits beaucoup plus nécessaires encore.

La Hollande est dans la situation de tous les autres pays, et le peuple hollandais, comme celui de toutes les nations européennes, se plaint de ce que d'autres consomment des aliments et des matières premières qui lui sont indispensables.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, le ravitaillement ne fournit qu'une demi-douzaine d'œufs, ou moins encore, le reste étant destiné à être exporté. Ce n'est que contre ticket qu'on obtient le cacao, le chocolat, le sucre, le thé, la vanille que, hier, Java, Sumatra, Bornéo, fournissaient abondamment. Contre tickets aussi, ce dont on regorgeait jadis : fromage, matières grasses, farine, pain, viande. Plus encore, le prix des vivres est maintenu grâce aux subventions de l'Etat, mais par une augmentation de la dette publique qui mène à l'inflation, tandis que le besoin de se procurer des machines et des produits de toutes sortes assure la dépendance croissante du florin envers le dollar.

« Encore le dollar ! » disent ceux qui résolvent tout par la démagogie superficielle. Eh oui ! le dollar. Non pas parce que les habitants des U.S.A. sont pires que ceux des autres pays. Dans la lutte pour la vie que les hommes se livrent sur la planète, toujours ceux qui se sont trouvés dans une situation favorable ont exploité la misère des autres. Ainsi, les Français, hier, dans la mesure de leurs moyens, de leur intelligence, de leur esprit d'initiative. Le désir général d'une balance économique internationale qui nous soit favorable en est la preuve. Les businessmen américains ne sont pas d'une autre essence que nos hommes d'affaires.

Mais ce sont les seuls qui peuvent maintenant brasser des affaires fructueuses sur le marché international. Le reste des

(Suite page 2)

## L'insurrection de Bogota

Les événements de Bogota commencent à être connus. D'après ce qu'a publié, dans le « Journal de Genève », un témoin oculaire, le Capitole, le Palais du Gouvernement, différents ministères, des églises, des collèges, l'archevêché, la nunciature, des hôtels ont été détruits, les entrepôts de vivres de l'Etat ont été pillés. D'après son Excellence l'Ambassadeur de Colombie, señor don Fernando Londoño y Londoño, les émeutiers auraient incendié des musées scientifiques, et pillé des magasins.

Mais ils n'ont pas incendié les hôpitaux, les écoles, les maisons d'habitation, hélas, pas même les banques. Cela nous prouve que, dans leur ensemble, les insurgés de Bogota ont agi avec plus d'humanité que ne font les gouvernements quand ils combattent une révolution populaire. Car, alors, ils ne distinguent pas entre les hôpitaux et les casernes, les écoles et les fortresses.

On nous parle d'hôtels incendiés. Mais c'étaient, soyez-en sûrs, des hôtels de luxe habités par la haute pégre, par les délégués à la conférence panaméricaine avec, à leur tête, M. Marshall. Ils ont incendié des collèges — il faudrait le vérifier — mais les pauvres peones, les travailleurs illettrés, qui ne voient dans ces établissements que des fabriques de nouveaux privilégiés, sont bien excusables d'avoir porté la torche dans ces lieux où ils sont systématiquement exclus.

Et qu'ils aient incendié le Capitole, le palais du gouvernement, les églises, l'archevêché nous révèle la haine par eux accumulée pendant des générations contre ces foyers d'exploitation et d'oppression, qu'ils aient, si cela est vrai, libéré même les prisonniers de droit commun nous prouve que pour eux les prisons n'étaient pas la garantie de la justice, mais le symbole de l'injustice.

Ce dernier trait nous prouve encore que si les stalinistes figuraient parmi les émeutiers — c'est sans doute avec eux que s'en fut la police — ce mouvement eut aussi un caractère profondément populaire, qu'il fut une révolte jaillie des profondeurs des masses, mûrie dans leur misère accablante, leur désespoir sans fin, leur exaspération. Il y eut des excès ? Sans aucun doute. Mais complex donc, vertueux indignés, tous les trésors de culture et de créations humaines que vous avez détruits dans cette dernière guerre ! Ceux qui se préparent à employer les bombes atomiques, les numéros radio-actifs, les fusées télécommandées, les super-poisons s'indignent de l'incendie d'un archevêché !

Au moins, les révoltés de Bogota, même s'ils ont été trompés dans les causes profondes de leur soulèvement, ont une excuse : vous les avez laissés croupir dans l'ignorance pour qu'ils ne soient que de pauvres brutes. Et ils ont agi plus humainement que vous, universitaires, normatifs, intellectuels, politi-

ciens, princes de l'église et stratèges érudits. Et nous sommes avec cette insurrection populaire, dans ce qu'elle a de spontané, et ne regrettons qu'une chose : c'est qu'elle n'ait pas triomphé pour en finir avec l'injustice sociale contre laquelle, au fond, elle s'est produite.

Mais ils n'ont pas incendié les hôpitaux, les écoles, les maisons d'habitation, hélas, pas même les banques. Cela nous prouve que, dans leur ensemble, les insurgés de Bogota ont agi avec plus d'humanité que ne font les gouvernements quand ils combattent une révolution populaire. Car, alors, ils ne distinguent pas entre les hôpitaux et les casernes, les écoles et les fortresses.

On nous parle d'hôtels incendiés. Mais c'étaient, soyez-en sûrs, des hôtels de luxe habités par la haute pégre, par les délégués à la conférence panaméricaine avec, à leur tête, M. Marshall. Ils ont incendié des collèges — il faudrait le vérifier — mais les pauvres peones, les travailleurs illettrés, qui ne voient dans ces établissements que des fabriques de nouveaux privilégiés, sont bien excusables d'avoir porté la torche dans ces lieux où ils sont systématiquement exclus.

Et qu'ils aient incendié le Capitole, le palais du gouvernement, les églises, l'archevêché nous révèle la haine par eux accumulée pendant des générations contre ces foyers d'exploitation et d'oppression, qu'ils aient, si cela est vrai, libéré même les prisonniers de droit commun nous prouve que pour eux les prisons n'étaient pas la garantie de la justice, mais le symbole de l'injustice.

Ce dernier trait nous prouve encore que si les stalinistes figuraient parmi les émeutiers — c'est sans doute avec eux que s'en fut la police — ce mouvement eut aussi un caractère profondément populaire, qu'il fut une révolte jaillie des profondeurs des masses, mûrie dans leur misère accablante, leur désespoir sans fin, leur exaspération. Il y eut des excès ? Sans aucun doute. Mais complex donc, vertueux indignés, tous les trésors de culture et de créations humaines que vous avez détruits dans cette dernière guerre ! Ceux qui se préparent à employer les bombes atomiques, les numéros radio-actifs, les fusées télécommandées, les super-poisons s'indignent de l'incendie d'un archevêché !

Au moins, les révoltés de Bogota, même s'ils ont été trompés dans les causes profondes de leur soulèvement, ont une excuse : vous les avez laissés croupir dans l'ignorance pour qu'ils ne soient que de pauvres brutes. Et ils ont agi plus humainement que vous, universitaires, normatifs, intellectuels, politi-

## La paix serait-elle proche EN PALESTINE ?

Il serait vain de chercher dans les platoniques discussions de l'O.N.U. ou dans les marchandages diplomatiques, les éléments solides qui permettraient de comprendre la problématique palestinienne et de déterminer l'issue probable de l'actuel imbroglio.

La force sioniste existe. Amalgame d'intérêts divers, avec les bons bourgeois de Tel Aviv, les pionniers idéalistes des kibboutzim, les bailleurs de fonds de la Diaspora, les espoirs fous des prisonniers d'Europe centrale et des personnes déplacées des camps d'Allemagne, elle est représentée par 5 à 600.000 individus en Palestine, c'est-à-dire par environ 100.000 combattants actifs ou en puissance.

Du côté arabe, conglomérat plus disparate encore, où les fellahs misérables suivent leurs exploitateurs féodaux ; dans l'espoir de profiter d'une part du butin offert par la guerre ; où les courants d'intérêts suivent des directions différentes : impérialisme en germe de Farouk d'Egypte, ambitions d'Ibn Soud, « puritain du désert » mais bénéficiaire des sociétés de pétrole américaines, espoirs de puissance d'Abdallah de Transjordanie, homme de paille des Britanniques, rivalités syro-irakiennes, intrigues anglo-saxonnes.

Militairement, les Arabes sont inférieurs aux Juifs. Le fameux Kawzi el Kouadji (Croix de Fer et... Légion d'honneur, officier turc, puis français, agent anglais ensuite, condottieri à vendre, ex-partisan de l'Axe), vient de se faire rosser par les milices de la Haganah.

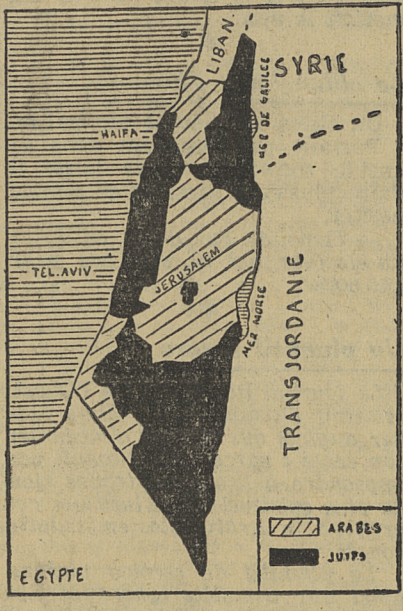
L'armée de l'Agence Juive tient la côte, contrôle Tel Aviv et Haïfa, assure la liaison avec Jérusalem. Elle peut recevoir des armes. Par ailleurs, le « gouvernement » juif possède assez de points d'appui en Amérique et en Angleterre pour éviter toute mesure efficace d'intervention.

Quoi qu'il se produise dans les jours qui vont suivre, une chose est certaine : le sionisme conservera ses positions acquises. Et les « armées » arabes, à base paysanne ou bédouine, encadrées par des aventuriers sans appui social autre que les propriétaires fonciers, ne vivront et n'agiront que si la Grande-Bretagne le veut bien.

Le spectre de l'intervention sovié-

que, qui sert si bien les féodaux arabes pour appeler à l'aide les puissances anglo-saxonnes, sert tout autant les Sionistes qui font mine de se rapprocher des Russes, par un changement de langage évident dans les publications du groupe Stern, de l'Irgoun, voire de la Haganah.

Un modus vivendi est donc possible. Les Juifs conserveront la région qui leur avait été accordée par la fameuse Commission d'enquête anglo-améri-



caine. Mais faute de trouver un terrain d'entente diplomatique, c'est la manifestation des forces réelles qui la rendra possible.

Nous verrons les troupes (britanniques) d'Abdallah de Transjordanie envahir le territoire palestinien à majorité arabe. Ce sera une belle occasion pour les Anglais de précipiter la formation de la Grande Syrie qu'ils préparent depuis si longtemps et de satisfaire par une victoire facile et sans danger les aspirations nationalistes arabes.

Les hommes d'affaires juifs s'entendent très bien avec les compagnies pétrolières américaines pour protéger les pipelines et les raffineries. De même que les vertueuses « glaives de l'islam » séduites ou hussinites se montreront dociles aux consignes des compagnies britanniques ou américaines pour assurer la garde des condui-

## Au Métro : DROLE DE GRÈVE

Les conducteurs du Métro sont en grève. Pas tous. Ceux du Syndicat « autonome », seulement pour l'instant.

Que se passe-t-il donc ?

Les barèmes fixés par l'administration ne conviennent pas aux conducteurs. Ils revendiquent de plus hauts salaires. Ils veulent retrouver les avantages dont ils bénéficiaient autrefois. Soit.

Nous n'en sommes que plus à l'aise pour dire à nos camarades conducteurs :

« Votre syndicat n'est pas un syndicat autonome apolitique, mais un syndicat réactionnaire camouflé et votre grève n'est pas une grève ».

« Sous prétexte de ne pas faire de politique, on fait une grève partielle avec l'idée, non pas seulement de défendre une catégorie, mais de jouer un tour aux stalinistes. On se sert là encore de votre force contre vos intérêts réels. »

« Le célèbre Clément, dirigeant du syndicat « autonome », n'est nullement un syndicaliste. Il s'est signalé par son attitude courageuse face à l'administration, mais aussi par ses opinions étroitement corporatistes. L'homme qui est contre les

(Suite page 4)

## Les lendemains qui hurlent

Nous savions qu'il était possible, par la lecture répétée de l'« Huma » ou de l'« Epoque », de transformer en très peu de temps un individu d'intelligence moyenne en crétin intégral.

Nous savions qu'un militant révolutionnaire devenait, rien qu'en adhérant au P.C.F., plus docile que ne le fut jamais le plus doux des moutons.

Nous savions également que le simple fait d'entrer dans une police, quelle qu'elle soit, muait un paisible citoyen, en brute sadique.

Sachant tout cela, nous ne pouvions nous étonner qu'il faille un an pour inculquer aux jeunes recrues le goût du meurtre et de la discipline la plus abjecte qui, comme chacun sait, sont la force des armées et le solide rempart des patries et des capitalismes.

Nous nous en étions étonnés d'autant moins que des gens très compétents en ces matières tels que le général Joinville et M. Guy Mollet l'avaient affirmé... en d'autres termes il est vrai.

Nous avions tort : un an ne suffit plus pour faire d'un jeune homme plein de fierté naturelle et de joie de vivre une sorte de domestique et de tueur. Un stage de douze mois entre les patte de la gradaille, ce n'est pas assez pour apprendre « aux tendres fils de la douce France » la manière la plus rationnelle d'égorger une sentinelle ennemie, la façon la plus élégante d'éventrer un adversaire à la baïonnette ou de le griller vif au lance-flamme.

Dorénavant, il faudra 45 ou 18 mois pour bien s'imprimer de l'arbitraire, pour manier le surin comme un dur, pour savoir respecter réglementairement (car c'est réglementé ça aussi) l'adjudant Flick, le colonel Chose ou le maréchal Pétain, fussent-ils des ivrognes, des abrutis ou des salauds — et je n'emploie le subjonctif que pour des raisons grammaticales.

Dix-huit mois pour transformer une génération en chair à canon bien dressée, sur pied, toute prête à aller d'elle-même à l'abattoir où elle sera et victime et bourreau ! Belle victoire et comble du sadisme de nos sages et maîtres.

Bien entendu, cela va augmenter les dépenses militaires. Un peu plus, un peu moins... On rognera sur d'autres budgets, voilà tout.

Celui de la reconstruction n'en pâtira guère : on reconstruit si peu, et d'ailleurs les sinistres qui ont trahi leurs meubles dans des caves, des cabanes à lapins ou dans les blockhaus du mur de l'Atlantique s'y sont organisés. Ils y ont pris des habitudes.

Il y a aussi le budget des pensions et retraites en tous genres. On endormira les vieux travailleurs par de grands discours et de belles promesses : qui dort dine. Ils crèveront bien avant que l'Etat soit obligé de tenir ces promesses.

Ne pas oublier la santé publique. On peut y gratter un petit quelque chose. On continuera... à ne pas construire d'hôpitaux ni de sanas.

(Suite page 4)

## PREMIER MAI A PARIS

**Avec les nôtres**

Le meeting organisé par la C.N.T. au gymnase Huyghens a réuni, malgré la grève du Métro, près de 2.000 participants. Les principes du syndicalisme révolutionnaire et les bases revendicatives de la C.N.T. furent rappelés par les divers orateurs. Les mascarades anti-syndicalistes de la C.G.T. et du R.P.F. furent ridiculisées et l'F.O. ne fut pas épargnée, qui n'a pu commémorer le 1<sup>er</sup> mai que par une réunion de « cadres ».

Les orateurs insistèrent également sur le fait que la C.N.T., faible encore, est le seul espoir sérieux des travailleurs, la seule force naissante qui puisse, patiemment, recréer un esprit syndicaliste révolutionnaire. La grande leçon de ce 1<sup>er</sup> mai 1948 et de la réussite du rassemblement de la C.N.T. est donc une leçon de persévérance, de courage révolutionnaire inattaquable malgré les obstacles et les échecs, et aussi d'espoir, car dans les luttes à venir, dans les difficultés économiques qui ne font que croître et que le capitalisme et l'Etat ne peuvent résoudre, la victoire sera à ceux qui sauront, sur des positions justes, mener sans faillir le bon combat ; la victoire sera à la C.N.T.

**La fête réactionnaire de Saint-Cloud**

Jadis les bourgeois redoutaient le 1<sup>er</sup> mai. On se rappelle Paris vide, mort, persiennes fermées, derrière lesquelles ils mangeaient tristement une partie des conserves achetées les jours précédents, comme pendant un siège.

Maintenant, ils courent à Saint-Cloud et y passent leur auto sous la surveillance de la police mobile.

Environ cent cinquante mille personnes se sont donc trouvées, ce 1<sup>er</sup> mai, autour du bassin de la Gerbe, sur lequel une estrade avait été construite à grands frais. De gentils jeunes gens assuraient un service d'ordre facile, pendant que des marchands R.P.F. vendaient, dans des verres assez petits, de la bière (15 fr.), du vin blanc (20 fr.), de l'orangeade (25 fr.), du moussoux (60 fr.), etc.

Le discours du général était prévu pour 16 heures. Il n'arriva — heure militaire — qu'avec 30 minutes de retard et parla peu après.

Un peu avant 16 heures, un garçon qui lui ressemblait : figure maigre, blême, un peu ascétique, pénétra sur le terrain, salué par quelques-uns, et malheureusement suivi d'une carotide à deux chevaux, portant un orchestre forain qui écorchait la Marche Lorraine ; c'était Pierre de Gaulle. La même Piaf, entourée de jeunes garçons, suivit de peu et l'on attendit une demi-heure.

Parurent enfin deux motocyclistes casqués, suivis quelques minutes après, par cinq à six voitures de police. Quelques minutes encore et le général, enfin, arriva au carrefour sur les épaules triomphales de quelques fidèles ; il n'avait pas l'air satisfait.

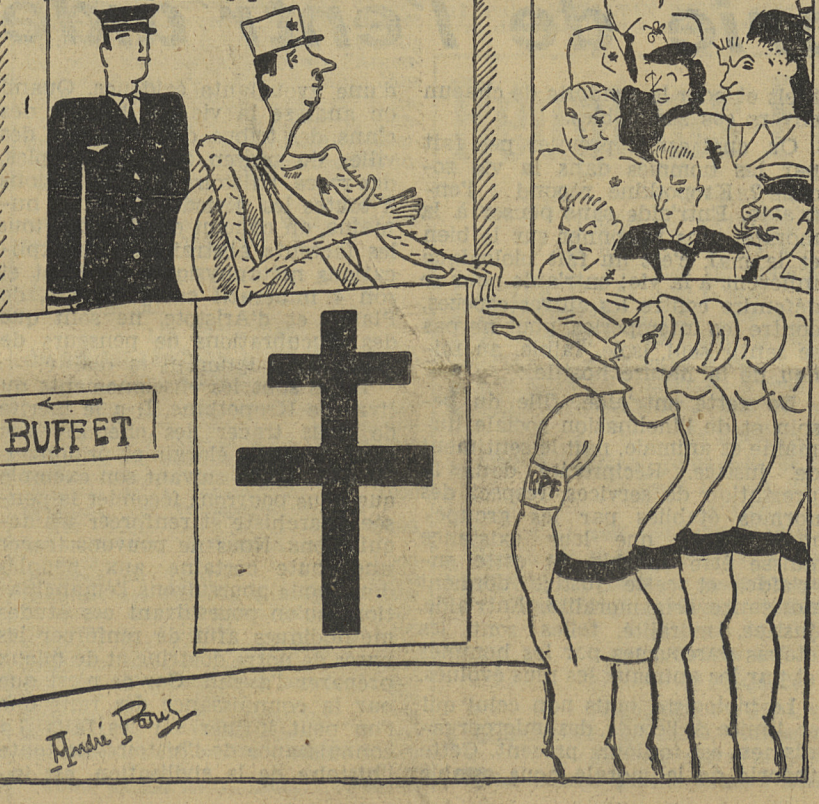
Grand (on le sait) gros, rouge, assez ventru, un peu bouffi, comme un homme bien nourri, l'air simple, mais banal, il faisait des gestes pour que la foule s'écartât. Porté en triomphe, Marat avait une autre allure, d'après ses contemporains. L'envie d'en avoir fini bientôt semblait se lire sur sa figure, légèrement congestionnée. Cinq minutes après, il était à l'estrade et les haut-parleurs répétaient les fadaïses qu'on entend dans toutes les foires électorales : « France, Travail, Renaissance du Pays, Union, etc., etc. »

Enfin, à sa demande, la Marseillaise. On ne peut se lever : tout le monde est déjà debout. On ne peut se découvrir : personne n'a de chapeau.

La fête officielle est finie. De rares chanteurs prennent la place du général ; des orchestres de danses se sont installés dans les allées. La foule s'en va, parce qu'avant le discours une forte ondée l'a refroidie et qu'elle en craint de nouvelles.

A quand l'année définitive ?

## PANEM ET CIRCENSES



**La chienlit cégétiste**

De la Bastille à la Nation, 50.000 paucres types (nous sommes loin du rail) lion des années passées, malgré les humeurs de l'Huma, ont allé acclamer les chefs bien-aimés.

Moins de pancartes toutefois et moins de chars : On a voulu se redonner un peu de couleur révolutionnaire et le Journal Le Peuple a ressorti le drapeau rouge.

Mais la pauvreté du défilé et des discours montre à quel point les politiciens du syndicalisme ont pu décourager les travailleurs. Le mal est fait, il nous faut maintenant reconstruire.











## LES LENDEMAINS QUI HURLENT

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Car chacun sait que pour relever le niveau sanitaire, ce qu'il faut avant toute chose, ce sont des habitations salubres, une nourriture saine et abondante et une réduction des heures de travail. Il ne peut être question de cela, n'est-ce pas ? Alors...

\*

Alors tant pis. Tant pis pour les jeunes, tant pis pour les sinistrés, tant pis pour les vieux et les malades, tant pis pour nous tous. Il faut bien que le peuple sache que si, lassé de sa misère, il tentait de rétablir un peu de justice, il trouverait en face de lui une armée forte, prête à secourir la police, lâche et putain par nature, toujours prête à se donner au plus fort.

Et puis, il faut bien préparer la prochaine, la prochaine fraîche et joyeuse, atomique, mesonique, bactériologique « et tout et tout ».

Car ils la préparent ! Soudainement ils reçoivent les cadres à l'aide d'officiers de réserve qu'ils sollicitent chaque jour. Soudainement ils achètent des milliers de tonnes de matériel de guerre américain.

Il n'y en a donc pas eu assez de casernes, d'armées, de charniers, de tueries et de ruines ?

Il leur en faut donc encore de la charogne, encore des enfants écrasés sous les décombres, encore des femmes hurlantes sous la morsure de leurs salopettes au phosphore ?

Il n'ont donc jamais vu la gueule que font les gens qui crèvent les tripes à l'air ? Il n'ont donc jamais entendu les hurlements d'une femme qui brûle vivante ?

Ils ne savent donc pas ce qui s'est passé à Hiroshima et qui nous attend demain en cas de conflit ?

S'ils savent tout cela — et comment ne le sauraient-ils pas ? — ce sont d'ignobles salauds.

\*

Les hommes en ont assez de garnir les ossuaires et les fours crématoires, assez d'engraisser les plaines de France, d'Allemagne ou de Russie. Il est encore temps de le faire comprendre à ceux qui veulent la guerre parce qu'elle paye, malgré tout, pour quelques-uns, à ceux qui l'acceptent, poussés par un patriotisme imbécile qui leur fait préférer leur pays ruiné et endeuillé à la renonciation d'une hypothétique victoire.

Mais ce n'est pas en restant le cul dans un fauteuil, ce n'est pas en bêlant sa crainte et son indignation à ses intimes que l'on évite ces lendemains qui hurlent que nous préparons les charognards de tous bords.

Ce n'est pas en ralliant le camp de ces éternels démagogues incapables que sont les policiers de toutes couleurs. Ce n'est pas en fondant de nouveaux partis qui ne font que reprendre les idées et les méthodes des autres sous une forme à peine différente (n'est-ce pas, M. Sartre ?)

C'est dans l'action anti-militariste journalière, c'est en dénonçant la stupide nocivité de l'armée (et par sa seule existence), c'est en ne craignant pas de heurter les plus sales instincts les mieux enracinés des foules (patriotisme, respect de l'Etat, idolâtrie pour ses grands hommes du moment, etc.), c'est en luttant aux côtés des pacifistes de toujours que sont les anarchistes que l'on barrera la route aux margouillins sanglants de la politique, de l'industrie et de la finance, que l'on dira : « non » à la guerre.

R. CAVANHIE.

## C. N. T.

### Confédération Nationale du Travail

30, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 9.  
Permanence tous les jours  
de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30  
sauf le dimanche

### Centre Confédéral de Formation Syndicaliste

Séance du vendredi 7 mai, salle des glaces, 47, rue de la Victoire (métro : Le Peletier ou Châteaudroux).  
LA LEGISLATION OUVRIERE  
exposé fait par un avocat à la Cour.  
La séance du 20 avril est supprimée en raison du 1<sup>er</sup> mai.

### 2<sup>e</sup> UNION REGIONALE REUNION PUBLIQUE

PALAISEAU. — Le samedi 15 mai, à 20 h. 30, au Café Quiqui, face à la Mairie de Palaiseau, avec le concours de CHENARD et JUHEL.

Syndicat des P.T.T. — Le secrétaire du Syndicat des P.T.T. de la 2<sup>e</sup> Région informe les camarades postiers qu'une permanence se tient tous les jours, à partir de 15 heures, à la C.N.T., 30, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>).  
Une réunion de secrétaires de sections de responsables a lieu tous les lundis, à 20 h. 30.  
Une assemblée d'information les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> dimanches de chaque mois, à 9 heures.

### FEDERATION DES P.T.T. Les grandes lignes de nos revendications immédiates :

Application de la loi de 40 heures dans les P.T.T.  
Echelle mobile, avec révision des salaires tous les trois mois et rétroactivité.  
Suppression de toutes les retenues sur les salaires.  
Suppression des échelons dans chaque catégorie.  
Reconnaissance du droit syndical sans aucune restriction.  
Suppression de l'auxiliaire.  
Suppression des primes de rendement ou indemnités dérisoires.  
L'hygiène dans les bureaux.  
L'habitement.

Ces revendications seront traitées, en détail dans le « Combat Syndicaliste » et dans le Journal de la Fédération des P.T.T. (C.N.T.).

### FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Le Conseil National Fédéral aura lieu le DIMANCHE 10 MAI à PARIS.  
Les camarades de tous les syndicats sont invités à prendre leurs dispositions pour y assister.

Le lieu sera communiqué par voie de circulaire dans quelques jours.  
Le Congrès National de la F.T.R. aura lieu à Toulouse courant septembre.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-- La terre aux paysans

## Incapacité des Etats-Majors

NOUS en sommes revenus aux vaines discussions à propos des salaires et des prix. C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., parlant au nom de la classe ouvrière, constatent, les uns avec une satisfaction non dissimulée, les autres avec amertume, que les mesures gouvernementales s'avèrent impuissantes à provoquer une baisse effective du coût de la vie.

Aussi, faisant preuve une fois de plus de cet éblouissant esprit d'initiative particulier à ceux qui évoquent continuellement leurs lourdes responsabilités, les dirigeants syndicaux reviennent-ils sur la nécessité de revaloriser les salaires. Certains espèrent ainsi forcer les gouvernants à trouver une solution au casse-tête, tandis que les adversaires soulignent triomphalement l'incapacité de l'actuel ministère à mener à bien une politique cohérente.

Ainsi, tout se passe comme si les centrales ouvrières ne vivaient et n'agissaient que par rapport aux intentions et aux possibilités des coalitions ministérielles. Qu'on ne vienne pas invoquer je ne sais quelle différence de doctrine entre Frachon d'une part, Jouhaux ou Texcier de l'autre. S'il y a une doctrine chez eux, ce n'est certes pas sur le plan ouvrier qu'elle pose ses pieds. Leurs manœuvres successives et leurs vaines faces rapides ne correspondent en rien à des changements d'opinion dans la classe ouvrière. Elles s'expliquent par des attitudes face aux tendances que manifestent les rapports internationaux et par des positions sans cesse révisées devant l'évolution de la conjoncture politique intérieure.

Que des attardés essaient d'expliquer les mots d'ordre de la C.G.T., stalinienne par une théorie révolutionnaire, ou ceux de Force Ouvrière par un programme réformiste, cela signifie que bien des gens réfléchissent encore sur les événements d'aujourd'hui avec des mots d'il y a vingt ou quarante ans. Mais pour celui qui ne veut prendre en considération que les phénomènes réels qui se présentent sous nos yeux, il apparaît clairement que les points de vue de l'une et de l'autre bureaucraties sont curieusement apparentés dès que l'hypothèque extérieure arrive à être levée ou allégée.

Nationalisations, reconnaissance des droits pour les hauts fonctionnaires syndicaux à prendre leur place dans l'appareil de l'Etat, étatisation progressive de tous les secteurs de la vie sociale, constituent des revendications que Frachon comme Jouhaux, et nous ajoutons

rons Brout comme Belin, ont défendu en commun, et qu'ils continuent à mettre en avant.

Que les uns et les autres, suivant l'obédience impériale à laquelle ils appartiennent, acceptent des entorses de circonstances à ce programme, n'enlève rien au fond même de leur pensée, de leurs espoirs, et disons-le franchement : de leur esprit de classe.

Pour la classe ouvrière il n'y a, dans ces objectifs, ni révolution, ni réformisme, il n'y a que des mots d'ordre dont la signification se brouille de plus en plus si on les recouvre d'un langage socialiste, mais qui s'éclaircit bougrement quand on les met à nu et qu'on les place dans le cadre général de la montée technocrate, qui se sert de la puissance ouvrière comme d'un moteur,

et supplante progressivement le capitalisme en décomposition.

De la lente transformation du régime, de l'évolution aveugle de notre société, les états-majors syndicaux veulent tirer avantage et faire croire au prolétariat qu'il en est le seul bénéficiaire. Pour les salariés, cette mue sociale n'apparaît nullement sous des jours favorables. Aucun des grands problèmes que pose l'après-guerre n'est résolu, ni la production, ni la répartition, ni le logement.

Et les chefs bien-aimés, que l'on salue de « L'Internationale » et dont on vend la photo aux sorties des meetings, s'essouffent à combiner inlassablement les éléments d'une situation pour la transformation de laquelle ils ne peuvent rien, parce qu'ils n'osent

lâcher le prolétariat à l'assaut d'un régime dépassé.

Dans la bataille pour la baisse des prix, on mendie des ministères quelques mesures de détail, alors que les ministres sont largement solidaires des centaines de milliers d'intermédiaires grands électeurs. Pour la hausse des salaires, on supprime toutes les conséquences que semblable mesure pourrait avoir dans un mécanisme entièrement faussé d'une production incohérente. Pour la construction, on trace des plans de cités idéales et futures alors que les taudis se multiplient.

La classe ouvrière serait vidée de toute substance, de toute force, de tout élan que cette politique serait admissible. Mais le découragement vient précisément des états-majors qui parlent de responsabilité et n'agissent pas ; l'apathie s'explique par la différence entre le langage des « techniciens » syndicaux et celui des colistants ; le désintéressement est logique puisque dans les grandes manœuvres des C.G.T. officielles il n'est pas de place pour l'action et l'effort du syndiqué.

Quelques unions locales, se lançant dans la pratique du circuit direct, de tout l'enthousiasme de leurs milliers de membres, de toute la lassitude des ménagères, replacent le problème de la baisse des prix sur son véritable terrain : la liquidation de la royauté épicière. Le retour à la lutte autonome des syndicats locaux et des corporations régionales, rendrait plus claire la question des rajustements de salaires. La mise à la disposition des travailleurs du bâtiment des matériaux de construction et l'expropriation d'intérêt public des terrains infectés feraient pousser les maisons d'habitation comme des champignons.

Ces méthodes, qui ne reposent que sur l'action, la participation et l'intervention des travailleurs eux-mêmes peuvent être taxées de réformistes ou de révolutionnaires. Peu nous importe.

Ce qui compte, c'est que les travailleurs prennent conscience de leurs possibilités, qu'ils sachent que rien ne se fera pour eux si ce n'est par eux, qu'ils se rendent compte que chaque initiative tentée pour se saisir d'une portion de la production ou de la distribution, que tout effort réalisé pour mieux se vêtir, se loger ou se nourrir, sur la base de leurs propres associations, est une expérience précieuse pour le contrôle de toute la production, de toute la répartition, un renforcement de leur puissance, LE REVEIL DE LEURS CAPACITES, un pas vers le socialisme.

Hors cette voie, possible, et possible immédiatement, il n'est que Jouhaux ou Frachon, Schuman ou de Gaulle, Truman ou Staline.

S. PARANE.

## Au métro : DROLE DE GRÈVE

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

grèves générales ne peut vous conduire qu'à des luttes partielles sans avenir. Ce que son « syndicat » réclame aujourd'hui, c'est un avantage pour une catégorie, par rapport aux autres et non pas une amélioration pour l'ensemble des travailleurs du Métro. C'est une grève pour une hiérarchie que vous êtes entraînés à faire. Et Clément vous fait substituer l'esprit de division et de caste à l'esprit de solidarité ouvrière. Il vous conduit à des résultats médiocres, sinon à un échec. Ce qu'il faut, c'est combattre à la fois l'écoeuvante indifférence de F.O., l'opposition sourde de la C.G.T., mais aussi l'esprit de boutique de Clément. Il faut que sur une base revendicative, lant tous les travailleurs du Métro, vous généralisez votre grève et arrachiez la victoire.

## Rectification

N'étant pas adhérent à la C. G. T.-F. O. et encore moins délégué à son congrès, ce serait une erreur de m'attribuer les articles parus sur Force Ouvrière et Le Libertaire sous la signature de Germinal.

L'excellent article « Impressions de Congrès » paru sur Le Libertaire du 29 avril est le travail d'un camarade du groupe d'Angers ; en ce qui me concerne, je signe toujours de mon nom et prénom.

Lelièvre Germinal.

Dont acte.

Le Libertaire.

## Le rôle des chemins de fer dans la révolution

Il y a cent ans, à peine, M. Thiers ne croyait pas au développement possible des chemins de fer. Et pourtant en quelques dizaines d'années le Rail a conquis le monde. L'aviation l'a bien dépassé depuis, en vitesse ; mais en puissance, en tonnage transporté, rien encore n'a pu remplacer le chemin de fer.

Rien qu'en France, grands réseaux et réseaux secondaires totalisent plus de 60.000 kilomètres de voies ferrées. Plus de 8.000 gares, de nombreux dépôts et ateliers emploient plus de 450.000 cheminots, et pourtant ce chiffre de 450.000 cheminots est absurde au fond : un nombre presque égal d'ouvriers travaillent pour le Chemin de fer dans des industries annexes et sont de ce fait assimilés à l'industrie privée, ne bénéficiant pas du régime accordé aux cheminots.

La S.N.C.F. aujourd'hui est « nationalisée », c'est-à-dire qu'elle est régie par un Conseil d'Administration comprenant des représentants des actionnaires, de l'Etat et des sol-disant représentants du personnel.

On peut donc dire que les chemins de fer sont sous le contrôle de la haute finance puisque la moitié des membres du Conseil d'Administration sont les représentants des possesseurs d'actions. Un quart du restant se compose des sol-disant représentants du personnel ; inutile de fournir d'amples renseignements sur ceux-ci lorsqu'on sait qu'au milieu d'eux trône Tourneville, leader de la célèbre C.G.T. stalinienne. Quant au dernier quart, les représentants de l'Etat, ils voguent où le vent gouvernemental les emporte.

Pourtant une industrie comme les chemins de fer est appelée à jouer dans la société future un rôle important.

Dans une édition spéciale du *Cri du Cheminot* nous avons écrit dernièrement : « L'exploitation des « réseaux de chemins de fer devra « être prise en main par la classe « ouvrière. » Ce qui veut dire que l'organisation syndicale, la Fédération des Travailleurs du Rail C.N.T. est prête, avec l'aide de toutes les bonnes volontés, à assurer la gestion des chemins de fer.

Nous ne sommes pas des utopistes, comme certains se plaisent à le dire. Nous savons que nous avons une montagne à abattre avant d'en arriver là. Nous savons aussi que nous ne réaliserons notre but, le but du syndicalisme, qu'à été fixé par la Charte d'Amiens en 1906, que le jour où tous nos camarades de la métallurgie, du bâtiment, des P.T.T., du commerce, de l'enseignement, de partout seront assez forts pour déclencher une action simultanée.

Aujourd'hui, il s'agit surtout de regrouper les travailleurs pour qu'ils prennent conscience de leur force. Mais on peut affirmer que c'est en grande partie de l'action des travailleurs du rail que dépendra le succès de la prise de possession des moyens de production, d'échange et de distribution par les travailleurs eux-mêmes.

Cette vérité peut paraître paradoxale pour certains aujourd'hui.

C'était un paradoxe, aussi hier de voir les premiers syndicalistes réclamer la journée de huit heures et les congés payés. Nos grands-pères prenaient ces hommes pour des utopistes et pourtant après des années et des années de lutte, ces substantiels avantages furent conquis.

M. Raoul Dautry disait le 6 mai 1934, à Rouen, s'adressant aux membres de la Société Industrielle de Rouen : « Vous avez su persuader patrons et ouvriers de la « communauté d'intérêts qui les « unit par-dessus les barrières de « classe ».

Comme s'il avait pu y avoir communauté d'intérêts entre M. Dautry, à l'époque directeur du réseau de l'Etat, et mon père, ouvrier dans un atelier du même réseau. Le premier œuvrait au développement des chemins de fer, parce que plus ce développement s'accroissait, plus les billets de mille entraient dans ses coffres, alors que le second voyait son standard de vie diminuer.

Il y avait à l'époque, en 1934, trente millions de chômeurs dans le monde et nous étions en pleine période d'abondance.

Aujourd'hui, nous voyons la même « communauté d'intérêts ». Le directeur général s'en va chaque mois avec deux millions, pendant que l'ouvrier de 1934, aujourd'hui à l'échelle 7 et à quelques mois de la retraite est toujours aussi pauvre, sinon plus, qu'il y a quatorze ans. Ces deux hommes sont pourtant faits d'une chair identique.

C'est ainsi que dans ce monde, une classe domine et l'autre doit courber l'échine.

C'est à cet état de chose que les syndicalistes révolutionnaires entendent mettre un terme. Les travailleurs du Rail auront une tâche formidable à accomplir dans la Révolution sociale. Encore une fois nous leur crions : « Camarades, prenez conscience de votre force ! »

SOURIANT.

## Ce qu'est le Syndicalisme

Ce n'est pas manifester un esprit systématiquement critique, mais simplement objectif, que de se demander après ce Congrès Confédéral F. O. :

« Mais qu'est-ce que le syndicalisme ? »

Poser, en effet, une semblable question, après plus d'un demi-siècle d'activité syndicale, pourrait sembler étonnant ou simplement triste pour ceux — s'ils vivaient encore — qui avaient jeté les bases fondamentales du mouvement syndical, qui en avaient défini les objectifs essentiels et conçu, dans leurs grandes lignes, ses principales activités.

Il nous faut cependant constater que tout cela fut et demeure abandonné, délaissé, oublié, renié.

Il nous faut, en outre, reconnaître que les objectifs essentiels du mouvement syndical sont loin d'être atteints, que la nature des obstacles à franchir n'est pas changée, les adversaires d'aujourd'hui sont les fidèles continuateurs de ceux d'hier ; et que, par conséquent, le problème reste entier et les solutions d'hier demeurent encore valables aujourd'hui.

Je sortirais du cadre de cet exposé si je tentais de rechercher toutes les causes de cette crise, mais je pense qu'il est utile de faire remarquer que durant ce que beaucoup de vieux militants appellent la « période héroïque » du syndicalisme, ce dernier s'opposait, d'une façon énergique à toutes compromissions avec le patronat, les partis politiques et l'Etat. Cette espèce d'aversion n'avait pas un caractère purement instinctif et irrationnel. Cette position était parfaitement raisonnée et justifiée par des arguments solides. L'action corruptrice de Briand en 1909 — devenu alors président du Conseil — accentuée par l'approche de la guerre marquée, à la fois, le déclin de cette « période héroïque » et le début de la crise du syndicalisme dont les événements actuels ne sont que le prolongement.

Faut-il s'étonner aujourd'hui que de jeunes camarades ne connaissent que ce syndicalisme déclinant, semblent assimiler le syndicat à une sorte de Compagnie d'assurance contre les risques éventuels d'exploitation patronale ?

Faut-il s'étonner que ces camarades nous annoncent un jour :

« J'en ai assez, on « paye » et l'on n'est pas défendu ? »

Lorsque l'on n'entend pas élever les travailleurs au-delà du rang de simples contribuables, il faut s'attendre à ce qu'un jour on nous abaisse au rang de simple percepteur...

Faut-il s'étonner qu'après avoir négligé, depuis plus de trente ans, d'inculquer aux travailleurs le goût de cette

## Est-ce cela la liberté ?

Quelques élèves et moniteurs du Centre de Formation Professionnelle du Bâtiment, n° 3.052/B à Ales (Gard) n'ayant pas répondu à l'appel lancé dernièrement par la C.G.T. pour une grève d'avertissement intéressant les ouvriers du Bâtiment et similaires, les adhérents à cette centrale syndicale du Centre se sont permis d'apposer à l'intérieur et à l'extérieur de ce Centre, des affiches injurieuses vis-à-vis de ces élèves et moniteurs. Cette atteinte à la liberté d'autrui crée, en outre, parmi les élèves et moniteurs, une atmosphère d'animosité et de haine incompatible avec l'attitude d'un syndicat qui prétend défendre la classe ouvrière.

Est-ce cela la liberté, messieurs ?

Un élève du Centre de Formation du Bâtiment :

S. NICOLAI.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.

## PETITE CORRESPONDANCE

François Guerrero-Ortega, demeurant Villa Saint-Jean, rue Alsace, à Cannes (A.-M.), désire retrouver son frère Antonio qui est en France depuis 1945.